

Informations de base

2025/0571R(APP)

APP - Procédure d'approbation

Rapport intérimaire sur la proposition de cadre financier pluriannuel pour la période 2028-2034

Procédure d'accompagnement [2025/0571\(APP\)](#)

Subject

8.70.02 Réglementation financière

Procédure terminée



Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
BUDG Budgets	MUREȘAN Siegfried (EPP) TAVARES Carla (S&D)	25/11/2025 25/11/2025
	Rapporteur(e) fictif/fictive DEUTSCH Tamás (P/E) ZĪLE Roberts (ECR) KELLER Fabienne (Renew) NORDQVIST Rasmus (Greens/EFA) OLIVEIRA João (The Left) JUNGBLUTH Alexander (ESN)	
Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
AFET Affaires étrangères	BARNA Dan (Renew)	04/12/2025
SEDE Sécurité et défense	STRACK-ZIMMERMANN Marie-Agnes (Renew)	05/11/2025
DEVE Développement	GEUKING Niels (EPP)	18/12/2025
CONT Contrôle budgétaire	PROTAS Jacek (EPP)	15/12/2025
EMPL Emploi et affaires sociales	DOBREV Klára (S&D)	11/12/2025

	ENVI Environnement, climat et sécurité alimentaire	HADJIPANTELA Michalis (EPP)	08/12/2025
	ITRE Industrie, recherche et énergie	BUDKA Borys (EPP)	13/11/2025
	TRAN Transports et tourisme	KYLLÖNEN Merja (The Left)	16/12/2025
	REGI Développement régional	BENEA Dragoş (S&D)	01/12/2025
	AGRI Agriculture et développement rural	BONACCINI Stefano (S&D)	15/12/2025
	PECH Pêche	RUISSSEN Bert-Jan (ECR)	27/11/2025
	CULT Culture et éducation	SOUSA SILVA Helder (EPP)	10/11/2025
	JURI Affaires juridiques	NEGRESCU Victor (S&D)	04/11/2025
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	AFCO Affaires constitutionnelles	SIMON Sven (EPP)	04/11/2025
	FEMM Droits de la femme et égalité des genres	GÁLVEZ Lina (S&D)	15/01/2026
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Budget	SERAFIN Piotr	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
13/11/2025	Annnonce en plénière de la saisine de la commission		
15/04/2026	Vote en commission		
21/04/2026	Dépôt du rapport de la commission	A10-0105/2026	
28/04/2026	Décision du Parlement	T10-0111/2026	Résumé

28/04/2026	Résultat du vote au parlement		
28/04/2026	Débat en plénière		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/0571R(APP)
Type de procédure	APP - Procédure d'approbation
Sous-type de procédure	Rapport intérimaire sous la procédure d'approbation
Modifications et abrogations	Procédure d'accompagnement 2025/0571(APP)
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	BUDG/10/04306

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE779.351	03/12/2025	
Amendements déposés en commission		PE784.180	30/01/2026	
Amendements déposés en commission		PE784.187	30/01/2026	
Amendements déposés en commission		PE784.188	30/01/2026	
Amendements déposés en commission		PE784.204	30/01/2026	
Amendements déposés en commission		PE784.174	03/02/2026	
Avis de la commission	CULT	PE781.137	25/02/2026	
Avis de la commission	PECH	PE781.214	25/02/2026	
Avis de la commission	REGI	PE781.447	25/02/2026	
Avis de la commission	DEVE	PE781.486	25/02/2026	
Avis de la commission	EMPL	PE781.335	26/02/2026	
Avis de la commission	AFET	PE781.487	26/02/2026	
Avis de la commission	AFCO	PE782.229	26/02/2026	
Avis de la commission	TRAN	PE782.412	26/02/2026	
Avis de la commission	SEDE	PE784.497	27/02/2026	
Avis de la commission	JURI	PE779.629	02/03/2026	
Avis spécifique	FEMM	PE782.452	02/03/2026	
Avis spécifique	ITRE	PE781.402	04/03/2026	
Avis de la commission	ENVI	PE781.199	05/03/2026	

Avis de la commission	AGRI	PE782.190	12/03/2026	
Avis de la commission	CONT	PE781.489	13/03/2026	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A10-0105/2026	21/04/2026	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0111/2026	28/04/2026	Résumé

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Service de recherche du PE	Briefing	05/02/2026
Commission européenne	EUR-Lex	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	23/03/2026	Tabaqueira
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	16/03/2026	Cassa Depositi e Prestiti s.p.a.
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	16/03/2026	The Global Disinformation Index
CEPEDA José	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	SEDE	04/03/2026	Indra
GEUKING Niels	Rapporteur(e) pour avis	DEVE	02/03/2026	WFP
VAN OVERTVELDT Johan	Président(e) de commission	BUDG	24/02/2026	Natuurpunt vzw
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	03/02/2026	SGI Europe
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	29/01/2026	HOTREC, Hotels, Restaurants & Cafés in Europe
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	26/01/2026	UITP - International Association of Public Transport Metro de Lisboa
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	26/01/2026	EUSPA
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	26/01/2026	Fórum Académico para a Informação e Representação Externa
DOBREV Klára	Rapporteur(e) pour avis	EMPL	20/01/2026	Permanent Representation of Greece to the EU
MUREȘAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	14/01/2026	Undersecretary to the President of the Lombardy Region
GEUKING Niels	Rapporteur(e) pour avis	DEVE	13/01/2026	The ONE Campaign
SJÖSTEDT Jonas	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	ENVI	07/01/2026	WWF European Policy Programme
MUREȘAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	11/12/2025	State Secretary for European and International Affairs of North Rhine-Westphalia

TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	01/12/2025	RESEAU DE UNIVERSITES DES CAPITALES DE L'EUROPE
VAN OVERTVELDT Johan	Président(e) de commission	BUDG	19/11/2025	United Nations
MUREȘAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	19/11/2025	Austrian Federal Economic Chamber
MUREȘAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	05/11/2025	President of the Association of Mayors of France and of Intercommunalities (AMF)
MUREȘAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	05/11/2025	Saxon Minister of State for the Environment and Agriculture
MUREȘAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	04/11/2025	Representatives of the Saxonian government
SJÖSTEDT Jonas	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	ENVI	15/10/2025	WWF European Policy Programme

Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
CORRADO Annalisa	25/03/2026	Climate Strategies REScoop.eu vzw WWF European Policy Programme
NEGRESCU Victor	20/02/2026	COIMBRA GROUP
NEGRESCU Victor	18/02/2026	European Patients' Forum (EPF)
GEIER Jens	05/02/2026	Ruhrverband
LUPO Giuseppe	28/01/2026	DON BOSCO INTERNATIONAL
NEGRESCU Victor	28/01/2026	UNICEF
NEGRESCU Victor	27/01/2026	United Nations Office on Drugs and Crime
NEGRESCU Victor	27/01/2026	United Nations Development Programme
NEGRESCU Victor	11/12/2025	Special Olympics Europe Eurasia
GEIER Jens	03/12/2025	WWF European Policy Programme
BAJADA Thomas	02/12/2025	WWF European Policy Programme
GEIER Jens	09/09/2025	Ruhrverband

Rapport intérimaire sur la proposition de cadre financier pluriannuel pour la période 2028-2034

2025/0571R(APP) - 28/04/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 370 voix pour, 201 contre et 84 abstentions, une résolution sur la proposition de règlement du Conseil fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2028 à 2034.

Le Parlement demande que le CFP 2028-2034 soit fixé à **1,27% du revenu national brut (RNB)** de l'Union, et que le service de la dette au titre de NextGenerationEU, qui correspond à **0,11%** supplémentaire du RNB de l'Union, soit exclu des 1,27% et comptabilisé au-delà des plafonds. Il réaffirme que **le prochain CFP doit être plus ambitieux** sur le plan quantitatif et qu'il doit être protégé contre les chocs inflationnistes.

Les députés s'opposent fermement à toute démarche qui déboucherait sur la fragmentation du marché unique ou la renationalisation du budget de l'Union et rejettent résolument toute évolution vers une Union «à la carte».

Le Parlement signale que le prochain CFP devra être axé sur le financement de biens publics européens dotés d'une valeur ajoutée tangible par rapport aux dépenses nationales, comme des projets transfrontaliers. Il souligne également que les autorités régionales et locales devraient être pleinement associées à la planification et à la mise en œuvre des programmes.

Il préconise des investissements stratégiques ciblés des fonds de l'Union pour répondre aux besoins des entreprises et des citoyens dans des domaines prioritaires tels que le logement, l'énergie et la sécurité. Il insiste également sur l'importance d'une panoplie d'outils homogène et uniforme sur les valeurs de l'Union, englobant la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux pour l'ensemble du budget de l'Union.

Rubrique 1 «Modèle social européen et qualité de vie»,

Le Parlement note que la rubrique 1 est dotée de **797,2 milliards d'euros** en prix de 2025, après exclusion des montants affectés au remboursement au titre de NGEU, soit 45% du total du CFP 2028-2034. Il juge cette coupe substantielle inacceptable et **préconise d'augmenter la dotation de la rubrique** afin de maintenir au moins le financement au niveau du CFP actuel. Il plaide donc pour un **financement conséquent, distinct et suffisant** de la politique agricole commune (PAC), de la politique commune de la pêche, de la politique de cohésion, du Fonds social européen et des affaires intérieures.

Les députés déplorent que le règlement sur les plans PNR fusionne différentes politiques en un seul plan par État membre. Ils insistent sur le fait que **l'approche «un seul plan par État membre» érode la dimension européenne du budget de l'Union** et les objectifs de ses politiques communes.

Les députés demandent entre autres:

- d'affecter spécifiquement à la **PAC**, dans le prochain CFP, un solide budget cantonné d'un montant de 433,01 milliards d'euros en prix courants (soit 385,12 milliards d'euros en prix constants de 2025);
- des garanties que l'enveloppe réservée pour **la pêche** et à l'aquaculture dans le CFP s'élève à au moins 7,29 milliards d'euros en prix courants (soit 6,50 milliards d'euros en prix constants de 2025);
- que la **politique de cohésion** reste une politique distincte dotée d'un solide budget spécifique et cantonné dans le prochain CFP, avec un montant total de 248,37 milliards d'euros en prix courants (soit 222,00 milliards d'euros en prix constants de 2025) pour le Fonds européen de développement régional (FEDER), de 46,99 milliards d'EUR en prix courants (soit 42,00 milliards d'euros en prix constants de 2025) pour le Fonds de cohésion et de 11,57 milliards d'euros en prix courants (soit 10,34 milliards d'euros en prix constants de 2025) pour Interreg;
- que le **Fonds social européen plus** (FSE +) reste un programme autonome et distinct doté d'une enveloppe financière spécifique de 124,19 milliards d'euros en prix courants (soit 110,73 milliards d'euros en prix constants de 2025);
- de porter les montants consacrés aux **politiques d'asile et de migration**, à la gestion des frontières et à la sécurité à 38,04 milliards d'euros en prix courants (soit 34,00 milliards d'euros en prix constants).

Rubrique 2 «Compétitivité, prospérité et sécurité»

Le Parlement se félicite du renforcement significatif des politiques relevant de la rubrique, dont la dotation (522,2 milliards d'euros en prix de 2025) est doublée par rapport à la période actuelle. Il reconnaît la nécessité de **renforcer la capacité d'action de l'Union dans des domaines stratégiques clés**, notamment la compétitivité, la défense et la sécurité, la recherche et l'innovation, la double transition, les infrastructures, la santé et la préparation aux crises, l'éducation et la culture. Il demande, par conséquent, un renforcement adéquat des programmes prioritaires, notamment le Fonds européen pour la compétitivité (FEC), Horizon Europe, le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), Erasmus +, AgoraEU, le mécanisme de protection civile de l'Union (MPCU+), et l'affectation de fonds au programme EU4Health et aux actions relevant de LIFE, dans le cadre du FEC.

Le Parlement demande en particulier:

- de doter le **FEC** d'un budget de 264,35 milliards d'euros en prix courants (soit 234,00 milliards d'euros en prix constants de 2025);
- un budget de 200 milliards d'euros en prix courants (soit 177,01 milliards d'euros en prix constants) pour **Horizon Europe**;
- une dotation de 91,29 milliards d'euros en prix courants (soit 81 milliards d'euros en prix constants de 2025) pour le **MIE** afin de soutenir de manière adéquate l'énergie, les transports et la mobilité militaire;
- un budget de 47,39 milliards d'euros en prix courants (soit 42 milliards d'euros en prix constants de 2025) pour **Erasmus+**.

Rubrique 3 «Europe dans le monde»

Le Parlement préconise un **renforcement** adéquat de la rubrique (190 milliards d'euros en prix de 2025) pour permettre à l'Union de soutenir le futur élargissement, de répondre aux besoins croissants liés au développement, aux crises humanitaires et à la consolidation de la paix, d'apporter un soutien à l'Ukraine et à d'autres partenaires, et de défendre les valeurs de l'Union, les droits de l'homme et la démocratie dans le monde tout en renforçant le multilatéralisme. Il insiste sur le fait que le budget de l'aide humanitaire doit continuer d'être cloisonné avec une dotation annuelle de base suffisante. Il plaide pour un renforcement de l'enveloppe destinée aux pays et territoires d'outre-mer, compte tenu des récentes menaces qui pèsent sur l'intégrité territoriale du Groenland et du contexte géopolitique plus large.

Les députés estiment qu'il convient de porter le budget de l'instrument l'Europe dans le monde à 225 milliards d'euros en prix courants (soit 198,63 milliards d'euros en prix constants de 2025).

Instruments spéciaux

Le Parlement réaffirme qu'il devrait y avoir un deuxième instrument spécial, **la réserve de solidarité pour les catastrophes naturelles**, d'un montant de 4 milliards d'EUR par an en prix constants de 2025, à mobiliser au-delà des plafonds du CFP, destiné à garantir la solidarité en cas de catastrophes naturelles. Il se félicite de la mise en place de la réserve pour l'Ukraine (88 milliards d'EUR) au-delà des plafonds du CFP mais demande une augmentation et une concentration accrue en début de période de la réserve, afin de fournir un soutien supplémentaire à l'Ukraine.

Nouvelles ressources propres

Les députés réaffirment la ferme volonté du Parlement d'introduire de nouvelles ressources propres afin de rembourser la dette liée à NextGenerationEU et de financer le budget. Ils soutiennent l'approche fondée sur un éventail de ressources proposée par la Commission et soulignent que ces nouvelles sources de recettes devraient être adoptées en même temps que le prochain CFP et **générer environ 60 milliards d'euros par an**. Si certaines propositions venaient à être écartées, les députés demandent que d'autres solutions soient envisagées, comme une taxe sur les services numériques, une taxe sur les jeux d'argent en ligne, un élargissement du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières ou une taxe sur les plus-values de cession de crypto-actifs.